

Questions orales

Il semble proposer un transfert de responsabilité au niveau fédéral. Je suis bien sûr disposé à examiner sa suggestion. Mais je tiens à lui faire remarquer que les recommandations du jury, il en avait à peu près dix en tout, s'adressaient principalement au gouvernement provincial. Que la réglementation des insecticides relève du ministère de l'Agriculture ou de celui de la Santé, il reste que c'est au gouvernement provincial qu'il appartient de former les utilisateurs de ces produits et de leur accorder les permis nécessaires. Or, dans le cas qui nous préoccupe, je ne vois pas comment un transfert de responsabilité au niveau fédéral entraînerait des améliorations sur le plan de la formation ou de l'octroi des permis, qui constituent d'après moi le nœud du problème.

● (1450)

M. Rose: Peut-être le premier ministre sera-t-il plus sensible à la question supplémentaire que je vais poser au ministre de l'Agriculture.

LES ESSAIS EFFECTUÉS AUX ÉTATS-UNIS SUR LES PRODUITS
CHIMIQUES—ON DEMANDE LA SUSPENSION DE
L'ENREGISTREMENT DES INSECTICIDES

M. Mark Rose (Mission-Port Moody): Madame le Président, les travailleurs agricoles de la Colombie-Britannique sont doublement frappés. D'un côté, il leur sera plus difficile d'obtenir des prestations d'assurance-chômage du gouvernement fédéral, et de l'autre, au niveau provincial, le gouvernement créditiste leur retirera leurs droits à la protection des normes de sécurité en matière d'indemnisation des accidents du travail.

Ma question a trait à l'enregistrement des pesticides, dont beaucoup sont mortels. Compte tenu des données de la société Industrial Bio-Test Laboratories des États-Unis, laquelle a été accusée de fraude criminelle pour avoir faussé les résultats de ses expériences, 43 de ces produits chimiques, dont le Monitor qui s'est révélé mortel, sont utilisés au Canada sans avoir été soumis à de nouveaux essais. Le ministre de l'Agriculture changera-t-il d'avis et acceptera-t-il de suspendre l'enregistrement de ces 43 produits chimiques tant qu'ils n'auront pas été soumis à de nouveaux essais au Canada? C'est ce que souhaitait et a demandé le jury de l'enquête du médecin-légiste.

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Madame le Président, le député sait tout aussi bien que moi que certains des représentants des travailleurs de la Colombie-Britannique sont aujourd'hui à Ottawa et que je m'entretiendrai avec eux après la période des questions. Nous discuterons de cette affaire et nous leur exposerons notre position en détail. Quant au député, je lui dirai qu'aucun autre pays dans le monde n'impose une réglementation aussi rigoureuse des pesticides que le Canada. Ainsi, certains de ses électeurs de la Colombie-Britannique vont acheter leurs insecticides aux États-Unis où les lois et règlements à cet égard sont beaucoup moins sévères que les nôtres.

Quant à l'utilisation des pesticides dans les champs et ailleurs, cette question relève des lois provinciales du travail. Nous avons conclu des ententes avec certaines provinces qui ont adopté des lois très sévères pour réglementer l'usage des pesticides dans les cas où des humains et même des animaux

peuvent être exposés à ces produits, surtout après leur épandage dans les champs, sur les cultures et ainsi de suite.

Nous nous préoccupons de la question, mais je mettrais le député ou n'importe qui d'autre au défi de trouver une réglementation plus rigoureuse que la nôtre. Il sait très bien que nous soumettons ces produits à de nouveaux essais et que nous avons dépensé plusieurs millions de dollars pour acheter notre propre matériel de contrôle afin d'analyser de nouveau tous les produits chimiques qui entrent au Canada et qui l'avaient déjà été par cette société. D'une certaine manière, les tests se sont révélés exacts pour plus de la moitié d'entre eux. On a raconté que les essais de la IBT Laboratories étaient tous frauduleux. Or, plus de la moitié d'entre eux se sont révélés très exacts. Il faut un certain temps pour les effectuer.

Des voix: Rassoyez-vous!

M. Whelan: Le produit chimique dont il parle...

Mme le Président: A l'ordre.

* * *

[Français]

L'AGRICULTURE

L'EFFORT DU GOUVERNEMENT EN VUE D'AIDER LES
AGRICULTEURS—ON DEMANDE SI LES INSTITUTIONS
FINANCIÈRES ONT ÉTÉ AVISÉES

L'hon. Roch La Salle (Joliette): Madame le Président, ma question s'adresse également au ministre de l'Agriculture. Comme ce dernier le sait, la semaine dernière la Chambre s'est entendue pour déférer au comité un projet de loi visant à aider les agriculteurs actuellement aux prises avec la possibilité de faire faillite. Étant donné les circonstances, a-t-il jugé bon de demander aux fonctionnaires de son ministère d'aviser les institutions financières que le gouvernement allait faire un effort spécial afin de venir en aide aux agriculteurs qui, à l'heure actuelle, sont aux prises avec les banques, pour permettre à ces dernières d'être un peu plus généreuses et de manifester un peu moins d'urgence au sujet du remboursement des agriculteurs?

[Traduction]

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Madame le Président, le député n'ignore sans doute pas que des milliers d'agriculteurs ont reçu de l'aide, non seulement de la part du gouvernement, mais également des établissements de prêt. Il n'ignore pas non plus qu'un certain nombre d'entre eux ont besoin d'une attention particulière. Nous avons également aidé des personnes aux prises avec des difficultés financières. Ce sont surtout les producteurs de viande rouge, de porc ou de bœuf, qui sont les plus touchés. Nous faisons tout ce qu'il est humainement possible de faire pour les aider.

Mais le député conviendra certainement avec moi que nous ne pouvons pas nous contenter de les aider financièrement. Certains d'entre eux ont besoin de meilleurs débouchés, d'un profit plus élevé. Comme, dans certains cas, le prix des denrées a baissé, les producteurs demandent une certaine stabilisation. La plupart des pays concurrents, notamment les États-Unis, n'ont aucun programme de ce genre pour les producteurs. Nous avons un programme de stabilisation agricole qui leur accorde un peu d'aide. Ils estiment que c'est insuffisant. La rapidité avec laquelle nous instaurerons un autre programme